

MEXIQUE : HABITUDES ALIMENTAIRES ET SYSTÈMES D'APPROVISIONNEMENT

Thierry Linck
GRAL IPEALT
Université de Toulouse le Mirail, France

Il est permis de voir dans l'évolution des habitudes alimentaires et dans les transformations apparues dans l'organisation des approvisionnements vivriers des grandes villes latino-américaines un indicateur intéressant de la portée et de la nature des mouvements de recomposition en cours. Au Mexique en particulier, trois décennies de prospérité ont en effet profondément marqué les modes de vie et l'orientation de l'appareil productif. La crise qui éclate brutalement en août 1982 apparaît comme une rupture profonde du type de développement suivi. Les ajustements qui ont pu être observés depuis s'inscrivent dans un processus de redéfinition du régime d'accumulation qui se dessine progressivement, de façon parfois tâtonnante, tout au long de la décennie. La prise en compte dans ce domaine des modes d'urbanisation, de l'essor des classes moyennes et de la répartition des revenus permet de mieux comprendre, en cette période d'austérité et de désengagement de l'Etat, l'action structurante sur l'agriculture des nouveaux facteurs de changement. A cet égard, le cas des filières fruits et légumes, illustré ici par les exemples de la pomme de terre, des oignons et de la tomate est significatif.

URBANISATION ET MONTÉE DES CLASSES MOYENNES

Entre 1950 et 1982, le produit intérieur brut mexicain s'est accru à un rythme moyen annuel supérieur à 6 %. Cette croissance forte et relativement stable a profondément bouleversé les structures économiques et sociales du pays. Le recul de la population active agricole, l'essor spectaculaire des villes et des activités de transformation en témoignent. De tous ces changements, l'essor des débouchés intérieurs urbains mérite une attention toute particulière dans la mesure où il s'agit là d'un des ressorts les plus fondamentaux du régime d'accumulation suivi au cours des années de prospérité.

L'émergence et le renforcement des classes moyennes sont perceptibles dans l'évolution de la structure de répartition des revenus. Globalement, la

moitié de la population mexicaine a vu ses revenus augmenter plus rapidement que la moyenne nationale. Comme l'indique le tableau présenté *infra*, il s'agit des déciles V à IX.

La croissance des débouchés intérieurs s'inscrit également dans un mouvement long de croissance et de concentration urbaines. Si l'on range au nombre des villes les localités de plus de 2 500 habitants, la part des citadins dans la population totale passe d'un tiers en 1940 à la moitié et deux tiers respectivement en 1960 et 1980. Cette période reste en outre marquée par un renforcement notable de la polarisation du système urbain : la poussée urbaine a surtout profité aux plus grandes villes et à la capitale. En contraste, l'essor des villes de rang intermédiaire est bien plus modeste, quand il n'est pas négatif. C'est notamment le cas des petites villes entre 1970 et 1980. Or ces localités assurent un rôle de relais très important entre les campagnes et les villes de premier rang, véritables centres de gravité de l'économie mexicaine. Au-delà du système urbain proprement dit, ces ruptures sont aussi celles de l'appareil productif.

Répartition des revenus Mexique, 1958 - 1977.

déciles	1958	1970	1977
I à III	10.7	7.3	6.5
IV à VI	18.5	18.2	17.5
VII à IX	36.2	35.3	39.8
X	35.7	39.2	36.7

Eugenio Rovzar, "análisis de las tendencias en la distribución del ingreso en México, 1958-1977" in Rolando Cordera et Carlos Tello *La desigualdad en México*. Mexico, Siglo XXI 1984.

Ce double mouvement de concentration urbaine et d'essor des classes moyennes est à l'image d'un régime d'accumulation trop étroitement tiré par la croissance des débouchés intérieurs finals. Les déséquilibres qui caractérisent le marché intérieur mexicain (forte concentration des revenus, développement régional inégal, rupture fréquente des filières industrielles) limitent en effet notablement la longueur et la complexité des circuits économiques, l'intensité des liaisons intersectorielles ainsi que la portée des effets d'entraînement susceptibles de reporter sur l'ensemble de l'économie l'essor d'une branche d'activité. L'industrialisation par substitution d'importation s'est ainsi durablement épuisée dans une croissance inflationniste et dépendante trop exclusivement basée sur l'essor des branches aval des filières industrielles.

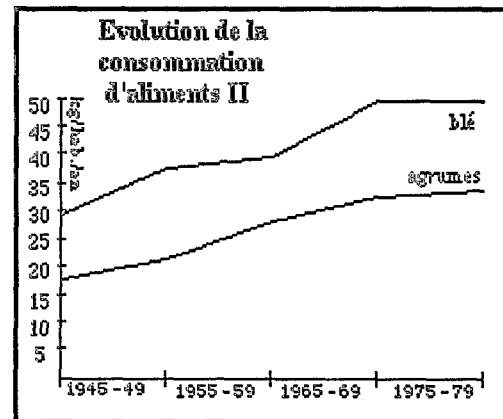
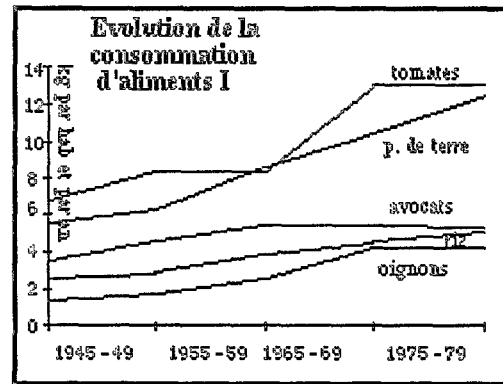
NOUVELLES HABITUDES ALIMENTAIRES ET VIEILLES RECETTES : VERS UNE GESTION BIEN COMPRISE DE LA PÉNURIE

Dans le domaine qui nous intéresse, l'importance de la croissance des débouchés intérieurs peut être soulignée par l'évolution des habitudes alimentaires et leur impact sur l'organisation des approvisionnements. Les mutations qui se dessinent de façon de plus en plus marquées dans ce domaine au cours des années soixante et soixante-dix définissent le cadre d'une nouvelle dynamique d'accumulation dans l'agriculture.

L'évolution des habitudes alimentaires peut être rapprochée de l'augmentation globale du pouvoir d'achat ; elle reflète également une transformation profonde des modes de vie qui est loin de se limiter aux grandes métropoles et aux classes moyennes : les progrès de la scolarisation, l'augmentation du taux d'activité des femmes, le temps perdu dans les déplacements et l'influence croissante des médias, autant d'éléments qui soulignent l'ampleur de l'évolution des modes de vie, contribuent à expliquer une diffusion large d'habitudes alimentaires inspirées des modèles nord-américains ou européens.

L'évolution des consommations apparentes de différents produits alimentaires que nous avons retenue comme indicateur ne permet pas de rendre compte avec précision de la nature du phénomène. Elle permet cependant de procéder à un classement significatif de l'évolution à long terme de la demande. Il fait apparaître une augmentation sensible de la consommation de produits riches : produits d'origine animale et fruits et légumes frais notamment.

Sur la longue période (1945-1980), la comparaison de moyennes quinquennales fait apparaître une forte augmentation de la consommation d'oignons par habitant (plus de 4 % d'augmentation annuelle), de pommes de terres (supérieure à 3 %), de haricots frais, de tomates, d'avocats et d'agrumes (plus de 2 %). L'évolution de la consommation de produits d'origine animale n'a pu être appréciée que sur une période plus courte (1972-1981). La comparaison de moyennes bi-annuelles fait apparaître une forte augmentation de la consommation de viande de porc par habitant (plus de 5 % en rythme annuel), de volaille et de viandes rouges (supérieure à 4 %) et d'œufs (plus de 3 %). Ces pourcentages élevés sont sans doute en partie dûs à l'imprécision des sources statistiques, mais ils tiennent également au fait qu'il s'agit de produits qui n'occupent souvent qu'une place secondaire dans les régimes alimentaires traditionnels : cette évolution est donc bien le reflet d'une profonde transformation des habitudes alimentaires.

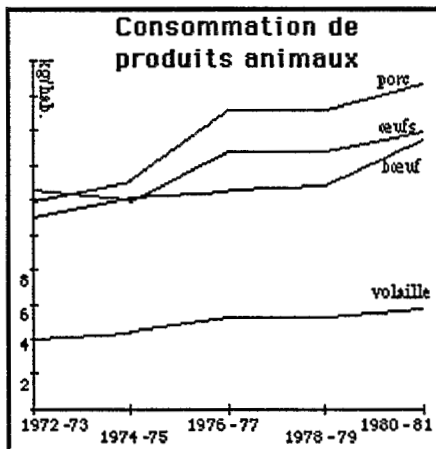


Elle s'inscrit sur un fond de forte poussée démographique (jamais inférieure à 3 % sur la période considérée). Elle peut donc être placée à l'origine de fortes pressions sur l'organisation des approvisionnements : non seulement l'agriculture a dû s'adapter rapidement à une demande nouvelle et en expansion rapide mais encore la collecte, le transport et le stockage de denrées périssables ont soulevé des problèmes logistiques difficiles. Paradoxalement, ces difficultés ont pu être surmontées sans véritable rupture des approvisionnements. C'est dire que les revenus qui pouvaient être attendus de l'accès à des débouchés particulièrement porteurs sont élevés et que l'agriculture mexicaine recèle un potentiel de développement élevé.

Le partage des rentes de situation liées à l'essor des nouvelles habitudes alimentaires peut ainsi être considéré comme un enjeu structurant l'organisation des approvisionnements et l'orientation des stratégies adoptées par les acteurs impliqués aux différents maillons des filières agro-alimentaires. Dans l'agriculture, les progrès du maraîchage et des productions liées à l'élevage (cultures fourragères nouvelles, élevages hors-sol ou spécialisés) sont spectaculaires, aux dépens, très souvent, des cultures traditionnelles ainsi que des cultures d'exportation. En aval, la polarisation

du système urbain autour de la ville de Mexico favorise la constitution de réseaux d'approvisionnement fortement centralisés. Ce centralisme permet aux acteurs qui les dominent de mettre en concurrence à leur profit des régions très éloignées les unes des autres : il s'agit alors pour eux de limiter autant que possible les variations saisonnières en jouant sur la diversité des situations climatiques du pays tout en consolidant leur monopole (et leurs rentes) en restreignant l'accès aux marchés urbains. Ce monopole est renforcé par le développement, à partir des halles centrales de la ville de Mexico (*Central de Abasto*), de filières de distribution spécialisées qui tendent à couvrir progressivement l'ensemble du tissu urbain national.

Une telle organisation pèse évidemment fortement sur le sens des transformations agricoles. Les producteurs - du moins ceux qui ne sont pas pénalisés par une mauvaise localisation par rapport aux réseaux de communication ou par rapport aux stratégies définies par les firmes qui contrôlent la commercialisation - peuvent, s'ils respectent les standards stricts imposés en matière de qualité (choix des variétés notamment), de volume et de présentation avoir partiellement accès aux rentes de situation. Les autres - une large majorité - devront subir la perte progressive de leurs débouchés traditionnels dans les villes de rang intermédiaire ou inférieur. Les nouveaux débouchés urbains et l'érection de barrières qui en limitent de plus en plus strictement l'accès entraînent alors, paradoxalement, un rétrécissement de leurs bases matérielles de reproduction. Les exclus se voient dès lors contraints d'opérer un repli aléatoire sur des cultures-refuge (le maïs essentiellement) peu rentables ou de développer des activités extra-agricoles.



La filière *pomme de terre* offre un exemple caractéristique de cette situation. L'essor des nouveaux débouchés urbains peut être associé étroitement à l'adoption

de nouvelles habitudes alimentaires : il n'a profité qu'aux variétés nouvelles, correspondant aux standards de consommation européens ou nord-américain. Il s'agit en fait essentiellement de la variété alpha dont la chair blanche, la taille respectable et le bel aspect sont appréciés. Sa diffusion rapide a été acquise aux dépens des variétés locales et des régions productrices traditionnelles : les reliefs du Centre du pays où la pomme de terre était cultivée sans irrigation.



COABASTO, op. cit. Departamento del Distrito Federal, Serie temática sistemas productivo Mexico, 1987 et 1988.

L'emprise des grossistes des halles centrales de Mexico peut être perçue, dans un premier temps, dans la forte concentration des zones de production et dans leur localisation dans des régions très éloignées les unes des autres, du Nord-Ouest au Sud-Est du Mexique. Douze centres de production seulement, dont la superficie ne dépasse jamais quelques milliers d'hectares, assurent ainsi la quasi-totalité des approvisionnements des halles centrales de Mexico en variété alpha. Leur localisation judicieuse permet de tirer parti de la grande diversité écologique du pays et d'échelonnner les campagnes de production tout au long de l'année.

Le nombre restreint des centres de production et l'échelonnement des campagnes n'auraient de toute évidence pu se convertir en réalité sans une coordination effective de l'ensemble des parties prenantes. Cette tâche revient aux grands négociants qui dominent la place de Mexico. Dix grossistes contrôlent directement plus de 85 % des arrivages de pomme de terre alpha, plus de 60 % pour les six premiers d'entre eux. Cette position de monopole leur permet d'exercer un contrôle strict sur les arrivages : les agriculteurs ne peuvent avoir accès aux débouchés qu'offre la ville de Mexico que dans la mesure où ils ont, au préalable, passé un contrat avec le négociant ou l'un de ses mandataires directs. Dans de telles conditions, l'ouverture d'un nouveau centre de production est virtuellement impos-

sible. Elle est rendue plus difficile encore par le fait que les gros négociants sont fortement incités à faire front commun. Ces tractations visent tout autant à interdire l'accès de la place à tout nouveau venu qu'à permettre le maintien en activité des négociants dont les centres d'approvisionnement sont taris une fois les récoltes achevées. Ces ententes reposent ainsi sur un véritable partage territorial qui limite encore la portée des rapports de concurrence. Tendanciellement, ce partage joue tout autant en direction de l'amont (définition de zones d'approvisionnement exclusives) que vers l'aval pour ce qui est de la commercialisation du produit en direction de la province.

La commercialisation des oignons présente de nombreuses similitudes avec celle de la pomme de terre. La demande a été particulièrement dynamique au cours des deux dernières décennies : la production a augmenté à un rythme annuel apparent¹ de quelque 8 % entre 1965 et 1985. Cet accroissement spectaculaire est lié à l'utilisation de variétés à haut rendement et à une forte intensification de la production dans un petit nombre de centres assez étroitement spécialisés. Une fois encore, les rentes de situation liées à l'essor des débouchés urbains sont réservées. Trois Etats (Morelos, Guanajuato et Chihuahua), répartis sur une distance supérieure à 2 000 km, assurent à eux seuls plus de 80 % des approvisionnements de Mexico en oignons. Cette concentration de la production permet d'assurer un contrôle efficace de l'offre et donc d'éviter des arrivages trop abondants. De même, la localisation des centres de production permet d'échelonner de façon satisfaisante la production tout au long de l'année.

Ce type de régulation repose sur l'exercice d'un contrôle strict de la part des négociants des halles centrales de Mexico. Il est rendu possible par une concentration marquée de ce maillon de la filière : les six premiers grossistes contrôlent à eux seuls (en 1987) plus de 80 % des arrivages. Cette position de monopole trouve un prolongement logique dans l'exercice d'une emprise directe sur la production proprement dite : dans tous les cas, le nombre d'intermédiaires est virtuellement nul. En effet, les négociants peuvent prendre en

¹ Il s'agit évidemment de la production effectivement prise en compte par les statistiques agricoles nationales. La production issue d'exploitations paysannes, celle qui provient de cultures d'appoint dans des exploitations qui n'ont pas une vocation maraîchère est sous-estimée. Or il est probable que le maraîchage intensif se soit développé aux dépens de ce type de production.

charge eux-mêmes la production, en qualité de propriétaires ou comme locataires : c'est une situation fréquente dans le Morelos. Le contrôle qu'ils exercent peut passer par l'établissement de contrats d'intégration avec de moyens propriétaires : cette formule est courante dans l'Etat de Guanajuato où ce type d'exploitation est prédominant. Enfin les mêmes effets peuvent être obtenus dans le cadre de conventions (incluant une clause d'auto-limitation des superficies) passées avec des associations professionnelles régionales : c'est le cas en particulier dans le Chihuahua où les grandes exploitations qui se prêtent à ce genre de convention sont en position dominante. Dans ce montage², les petites ou moyennes exploitations "libres" n'ont qu'un rôle marginal de soupape de sécurité : ce sont elles qui fournissent, si besoin est, le "volant spéculatif" qui donne au système sa souplesse et assure son efficacité.

Comme dans le cas de la pomme de terre, l'emprise de ces négociants couvre également les activités de distribution en direction des centres urbains de province. On estime ainsi qu'en 1985, le tiers des arrivages d'oignons n'ont fait que transiter dans la ville de Mexico avant d'être réexpédiés en province. Cela sans compter, bien sûr, les livraisons effectuées directement dans les entrepôts que les négociants de Mexico possèdent dans les différents marchés secondaires du pays (Guadalajara, Monterrey, Puebla, notamment).

Le cas de la *filiale tomate* appelle un jugement plus nuancé : cet aliment s'identifie moins étroitement aux nouvelles habitudes alimentaires que la pomme de terre alpha ou les oignons.

En l'occurrence, la concentration de la production est moins poussée. A l'exception du Sinaloa et du Morelos (deux Etats qui assurent cependant plus de 50 % des arrivages), aucune région ne contribue de façon décisive aux approvisionnements de la ville de Mexico : 12 Etats au total y contribuent. La concentration est également moins marquée au niveau des halles centrales de Mexico. Selon la saison, les onze plus gros négociants ne contrôlent que de 35 à 50 % des arrivages. Leur emprise sur la production est également plus lâche : l'établissement de liens directs avec les producteurs (prise en charge directe de la production, contrats d'intégration ou conventions avec les associations professionnelles régionales) ne concerne que 55 % des arrivages. Dès lors, en dépit d'une plus grande

² Ces observations pourraient être renouvelées à propos de la filière pomme de terre où les variétés locales et les producteurs "libres" assument ces fonctions de régulation "en dernière instance".

dispersion des centres de production, les fluctuations saisonnières sont particulièrement fortes : le volume des arrivages peut varier de 1 à 4. Enfin, à la différence des deux filières évoquées ci-dessus, le poids des petites exploitations est bien plus décisif dans le cas de

la tomate. Pour ne considérer que les deux premières régions productrices, si la taille moyenne des exploitations dans le Sinaloa est de 38 ha (ce qui est déjà relativement peu par rapport à d'autres cultures maraichères), elle n'est que 1.2 ha dans le Morelos¹.

¹ La production de tomates est cependant en régression dans le Morelos. Cepal *Economía campesina y agricultura empresarial en México*. Siglo XXI, México 1980. SARH, Dirección General de Información y Estadística Sectorial. *Agenda estadística* 1984.